



Pomme de terre

hebdo

LE JOURNAL DE LA POMME DE TERRE - n°1331 - 16 juin 2022

CONGRÈS UNPT

La pomme de terre a besoin de maintenir ses surfaces

«*La pomme de terre dans tous ses climats*» était le thème du 18^{ème} congrès de l'UNPT qui s'est tenu à Troyes (Aube) le 8 juin dernier. Près de 200 participants ont participé à cette journée riche en débats.

C'est François Baroin, ancien ministre, maire de Troyes, qui a ouvert les travaux avec des mots chaleureux pour la filière. «*Votre modèle est un modèle à suivre. Vous êtes des exportateurs nets. Vous êtes un élément du pouvoir vert*». Plus globalement, l'élu a regretté la situation de l'agriculture française. «*Je suis consterné par la façon dans laquelle notre agriculture a reculé*» en ce qui concerne la souveraineté alimentaire a-t-il déploré. Présentant le rapport d'activité, Martin Mascré, qui s'apprête à laisser sa place de directeur, est revenu sur plusieurs moments forts de l'année syndicale écoulée. Une année où il a fallu continuer à gérer la sortie du CIPC. Après l'obtention, dans un premier temps, d'une LMR temporaire à 0,4 mg/kg, la filière a accepté

et responsable. Autre grand moment de l'année écoulée, l'inscription de la pomme de terre sur la liste des cultures non attractives dans le cadre du plan pollinisateurs. Il a fallu tout «*l'acharnement*» de la FNSEA et de l'UNPT pour parvenir à ce résultat rappellera Geoffroy d'Evry, président de l'UNPT. Depuis 2021, l'UNPT travaille également à permettre aux groupements de producteurs livrant à l'industrie d'obtenir le statut d'OP non commerciale,

ce qui «*permettra aux producteurs de s'impliquer totalement dans les futures négociations*» explique le président. Une initiative saluée par Christiane Lambert, présidente de la FNSEA, lors de son intervention en vidéo. «*Je soutiens le travail de reconnaissance des OP engagées par l'UNPT pour la filière transformation*» a-t-elle déclarée. La première table ronde était consacrée aux «*Débouchés et perspectives*» des pommes de terre, l'UNPT rassemblant l'ensemble des producteurs : féculés, transformation, frais, et primeurs. La filière féculé est certainement celle qui est le plus en difficulté : les surfaces sont en

recul et atteignent la côte d'alerte, en deçà de laquelle les usines ne pourront plus tourner. «*La filière féculière française est en danger de mort*» a insisté Geoffroy d'Evry.

Un bel exemple de syndicalisme pragmatique

À DÉCOUVRIR

Congrès UNPT 1-2

La pomme de terre a besoin de maintenir ses surfaces

Assemblée générale de Fédépom 3

Effrois et incertitudes

Marchés 4

Des ventes de primeurs boostées par la communication

Pomme de terre hebdo est 100 % numérique. Pour le recevoir par mail, veuillez vous inscrire sur cnipt.fr dans l'onglet «*Newsletter*».

(Suite page 2)

(Suite de la page 1)

Pour les pommes de terre destinées à la transformation, « nous avons un marché porteur » a souligné Bertrand Achte. Les prix des contrats sont en hausse, du fait notamment de la situation internationale, mais les charges augmentent aussi.

La pomme de terre fraîche connaît une inflexion sévère de la consommation en France mais voit conjoncturellement sa demande globale tirée par les pays tiers a constaté Antoine Peenaert, permettant actuellement un équilibre de marché trompeur. La problématique de l'eau est soulignée par Dominique Clity, producteur de pommes de terre et président de l'association Les irriguants de l'Aube. Il a expliqué comment dans un département comme celui de l'Aube il fallait négocier région par région, production par production, les quantités d'eau annuellement utilisables. Là aussi du syndicalisme pragmatique et responsable. Enfin, André Minguy a donné un point de situation sur la campagne primeur. À date « 30 % des volumes étaient commercialisés ». Il a plaidé pour la création d'un observatoire européen de la pomme de terre primeur. Cela permettrait notamment à la France de redevenir exportatrice sur ce segment.

La seconde table ronde reprenait l'intitulé du congrès « La pomme de terre dans tous ses climats ». Thierry Pouch, en charge des affaires économiques à Chambre d'Agriculture France, a brossé un état des lieux de la situation agricole et alimentaire internationale. « L'agriculture est devenue un enjeu géostratégique de premier plan », constate-t-il. Ce qui se passe depuis la pandémie et la guerre en Ukraine conduit à « un désaveu de la mondialisation ». Dans ce contexte, il faut mettre en avant les « atouts de l'agriculture française ». « Nous ne pouvons plus réfléchir à l'avenir de l'agriculture sans intégrer la dimension géopolitique » insiste-t-il. 40 ans après la mondialisation, nous entrons peut-être dans l'ère de la « démondialisation ». Après les questions internationales, la loi Egalim2 a occupé une large part des débats de cette seconde table ronde. Député de l'Aube et rapporteur de la loi, Grégory Besson-Moreau a rappelé que la filière fruits et légumes frais (dont les pommes de terre) a, comme le vin, décliné à ce jour la possibilité de rentrer dans le champ d'application de la loi. « Il faut partir du coût de production » a-t-il martelé en rappelant que « depuis 10 ans, la grande distribution achète moins cher tous les ans ». « Merci pour cette loi ! » a déclaré Geoffroy d'Evry dans son discours de clôture. « Merci ! Car je vois ici le moyen de mettre en œuvre la fameuse construction du prix agricole en marche avant. Je



> Geoffroy d'Evry, président de l'unpt

l'affirme, bien utilisée et avec les outils qui nous sont offerts pour la travailler au sein de nos interprofessions, cette loi doit nous permettre de pouvoir peser, avec nos partenaires négociants et industriels, sur la grande distribution. Certes, elle n'est pas parfaite, mais c'est un grand pas pour nos agriculteurs mais aussi, soyons ambitieux, pour l'humanité afin d'assurer notre sécurité alimentaire ». « Si la répartition de la marge est plus équitable dans la chaîne de valeur, alors oui, il est possible de garantir un meilleur revenu aux agriculteurs sans prendre plus dans le portefeuille du consommateur » précise-t-il. « C'est le contrat qui peut nous aider à nous protéger collectivement. Celui-ci permet d'établir un cadre, de montrer une voie sur laquelle l'agriculteur et son acheteur s'engagent tout en préservant les intérêts de chacun. Une grande latitude nous est offerte pour en définir les contours au sein de nos interprofessions. Alors, n'ayons pas peur, sortons de nos chapelles et bâtissons avec et dans l'esprit de cette loi, un nouveau contrat de confiance et de transparence » insiste le président. L'UNPT souhaite par ailleurs voir la pomme de terre éligible au futur chèque alimentaire. Plus généralement, la filière pommes de terre est passée « d'une crise de l'offre à une crise de la demande d'hectares » poursuit Geoffroy d'Evry. « Pour y répondre, nous avons besoin de certitudes pour pouvoir continuer à produire des tubercules de qualité et en nombre suffisant ». « Je le dis ici avec beaucoup de gravité, alors que de nombreux agriculteurs se posent des questions sur leurs futurs assolements, la pomme de terre a plus que jamais besoin de maintenir ses surfaces pour répondre aux différentes demandes et maintenir les outils productifs. Ne nous désengageons pas collectivement de cette culture, battons-nous pour le prix, travaillons sur le temps long, car c'est le temps de l'agriculture ! » conclut-il. ■

Olivier Masbou

« Si la répartition de la marge est plus équitable dans la chaîne de valeur, alors oui, il est possible de garantir un meilleur revenu aux agriculteurs sans prendre plus dans le portefeuille du consommateur »



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE FÉDÉPOM

I Effrois et incertitudes

En assemblée générale le 9 juin à Paris, Dominique Père, président de Fédépom, a choisi deux mots pour guider son rapport d'orientation : effrois et incertitudes.

Effrois, tout d'abord, pour qualifier la guerre déclenchée le 24 février aux portes de l'Europe « dont découlera des famines d'ampleur dans le monde ». Effrois aussi pour caractériser le Covid qui a bouleversé nos vies et nos activités. Incertitudes ensuite, car ces deux événements ont fait redécouvrir un phénomène économique quasi oublié – l'inflation – mais aussi nos dépendances énergétiques, industrielles et alimentaires « qui créent de la perte de confiance, d'où des baisses d'investissements et de consommation qui conduisent à la récession... »

Toutes ces incertitudes, liées à la guerre et au Covid, se cumulent avec celles préexistantes, note-t-il. « La baisse de consommation de pommes de terre, de 10 à 15 % depuis le début de campagne, a un impact significatif sur la filière, plant compris. Cette baisse, structurelle, doit interpeller nos interprofessions et l'ensemble des familles. » Avant d'apporter un remède, un diagnostic pointu est selon lui indispensable pour éviter une action inefficace. « La communication est un outil, mais le message est différent selon que cette baisse est due au manque de présence à l'esprit du produit, à une diminution de sa qualité en rayon, ou à sa désuétude notamment auprès des plus jeunes... »

Parmi les autres difficultés rencontrées par la filière : les contraintes réglementaires « qui s'abattent » : loi Agec, loi Egalim et loi Climat. « Pourquoi les pouvoirs publics s'attaquent-ils aux produits frais alors que le plastique ne représente que 1 à 2 % dans les fruits et légumes ? Pourquoi le métier de négociant est-il pris en étau dans la loi Egalim ?, s'interroge-t-il. Parce que nous sommes une cible facile, en tant que petite filière ne disposant pas de la puissance de lobbying nécessaire pour se défendre. Nous devons y remédier ! »

Dominique Père cite également l'inflation exponentielle qui pèse sur les entreprises. « Outre l'énergie, l'emballage ou encore la masse salariale, il serait normal, qu'en tant que maillon de la filière, nous subissions aussi l'augmentation de nos matières premières agricoles afin de répercuter les charges des producteurs. Pourquoi toutefois serions-nous les seuls à ne pas voir nos prix de vente augmenter ? L'argument retourné de « pouvoir d'achat » ne peut pas reposer que sur des acteurs privés, insiste-t-il. C'est une question de



> Dominique Père, président de Fédépom

politique publique. Ne nous laissons pas enfermer dans cet argument ! »

La baisse probable des surfaces pour 2023 inquiète également la profession. « Le risque sera d'autant plus fort si nous ne réussissons pas tout au long de la chaîne à augmenter la valeur. Mais pour la retrouver, parmi les régulateurs économiques, l'équilibre offre/demande doit jouer. La question est de savoir si on le laisse fonctionner sans intervenir ou si on essaye d'agir à minima par une revalorisation de nos produits à tous les niveaux. »

Pour relever tous ces défis, outre les actions individuelles des entreprises, Fédépom se positionne comme support du collectif. Et afin de continuer à défendre les intérêts particuliers de ses membres, elle ne souhaite pas disparaître derrière ses interprofessions. Elle veut défendre deux singularités : son métier de négociant, qui par le collectif peut être davantage visible, ainsi que ses produits, souvent travaillés de façon unique au sein des entreprises. « Lorsque ce produit est malmené, nos entreprises se trouvent fragilisées. Nous nous devons donc d'être présents sur l'ensemble des dossiers d'orientation, au niveau interprofessionnel ou des pouvoirs publics, sans rien lâcher ! »

La feuille de route proposée par Fédépom est donc la défense du métier de négociant et celle des produits plant, pomme de terre, ail, oignon, et échalotte. À l'issue de son AG, elle a d'ailleurs laissé la parole à un expert en achat groupé d'énergie et à un "chasseur" d'aides publiques. ■

Béatrice Rousselle

AGENDA

22 mai-20 juin 2022

23^{ème} édition édition du Printemps Bio

France entière
www.agencebio.org/printemps-bio-2022

29 juin 2022

Qualipom'

Beugny
hautsdefrance.chambre-agriculture.fr/qualipom

4 au 6 Octobre 2022

Fruit attraction

Madrid
www.ifema.es/en/fruit-attraction

15 au 19 Octobre 2022

SIAL (Salon international de l'Alimentation)

Paris
www.sialparis.fr

6 au 10 novembre 2022

SIMA

Paris Nord - Villepinte
www.simaonline.com

EN BREF...

Presse magazine

Au sommaire de La pomme de terre française



Le numéro n°641 (mai-juin 2022) est paru récemment. Ce numéro

nous conduit en Espagne, à la découverte de la filière primeurs de la péninsule ibérique. Parmi les actualités, nous relevons le point sur le plan France relance 2030 qui propose « Un guichet agroéquipements innovants ». Un retour est fait sur l'AG de Felcoop « Vers un rétrécissement de la mondialisation. Un bilan de Fruit Logistica 2022 est proposé. La partie technique consacre notamment un sujet au Défanage alternatif « Une gamme qui s'étend ».



Cliquez sur les liens pour en savoir plus

LES MARCHÉS PHYSIQUES

Cotations France (RNM)

En €/tonne

Marché français - Stade expédition - Semaine 23

Variétés de consommation courantes

Bintje France non lavée cat. II 40-75 mm filet 25 kg	nc.
Agata France lavée cat. I 50-75 mm carton 12,5 kg	550 (=)
Div.var.cons France non lavée cat.II 40-75 mm filet 25 kg	250 (↗)
Div.var.cons France lavée cat.I 40-75 mm filet 10 kg consommation	330 (=)

Variétés à chair ferme

Charlotte France lavée cat.I +35mm filet 2,5kg	nc.
Rouge France lavée cat. I + 35 mm filet 2,5 kg	630 (↘)

Marché français Bio-Stade expédition - Semaine 23

Conservation France biologique	1080 (↗)
--------------------------------	----------

Export-Stade expédition - Semaine 23

Agata lavée cat.I +40 mm filet 10 kg consommation	nc.
Agata France lavable cat.I 40-70 mm sac 1 tonne	nc.
Div.var.cons France lavable cat.I +45 mm sac 1 tonne	nc.
Div.var.cons France lavable cat.I 40-70 mm sac 1 tonne	nc.
Monalisa France lavable cat.I +45 mm sac 1 tonne	nc.
Rouge div.var.cons France lavable +45 mm sac 1 tonne	nc.

Rungis - Semaine 23

Charlotte France cat. I carton 12,5 kg	800 (=)
Div. var. cons France lavée cat. I 40-70 mm sac 10 kg	400 (=)
Div. var. cons France non lavée cat. I 40-70 mm sac 10 kg	300 (=)

N.B.: entre parenthèses, la tendance du marché.

Indice mensuel des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) base 100 en 2015

	Avril 2022	Variation en % sur un an
Indice mensuel général	133,9	+ 24

Source : INSEE

Indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP) base 100 en 2015

	Avril 2022	Variation en % sur un an
Pommes de terre	209,8	+ 14

Source : INSEE

Cotations des courtiers assermentés - lavabilité 7,5, vrac nu, départ ferme (€/T)

	Semaines 21 et 22
Consommation polyvalente	258 (↗)
Chair ferme blanche	213 (↘)
Chair ferme rouge	200 (↘)

Source : Courtiers assermentés français

Indice des prix à la consommation (IPC) base 100 en 2015

	Avril 2022	Variation en % sur un an
Pommes de terre	119,57	+ 6

Source : INSEE

Prix au détail en GMS - €/kg

	Semaine 23	Variation en % vs 2021
Conservation France lavée filet 5kg	0,78	+ 8
Four, frites ou purée de conservation France filet 2,5kg	1,16	+ 5
Vapeur ou risolée de conservation France filet 2,5kg	1,22	+ 3

Source : RNM

Cotations marchés étrangers

En €/tonne

Pays-Bas (cotation NAO + VTA) - Semaine 21

Frites 40 mm+	255-270 (↗)
NAO Export 40 mm, vrac fritable	nc.

Belgique (Fiwap/PCA) - Semaine 21

Fontane, Challenger (tout venant 35 mm+, vrac, départ)	250 (=)
--	---------

Grande-Bretagne (Cours BPC) - Semaine 21

Prix moyen marché libre, départ ferme (sac ou vrac), toutes variétés	nc.
--	-----

Des ventes de primeurs boostées par la communication

Le début de la campagne des primeurs se fait dans un contexte difficile, où globalement plusieurs catégories de produits de grande consommation sont en recul. Le primeur connaît cependant un attrait auprès des consommateurs, grâce à des opérations de mise en avant et de communication autour des atouts du produit. D'ailleurs, l'assortiment s'élargit sur les produits de saison, en corrélation avec la montée des volumes. Plusieurs bassins ont, en effet, démarré leur pic de commercialisation (ci-dessous l'avancement dans les différentes régions).

Tour des régions des primeurs françaises, en semaines 22 et 23

(sources : Section Nationale et CNIPT) :

Noirmoutier/Ile Ré : la pleine campagne a démarré depuis une dizaine de jours. Le calendrier est conforme au prévisionnel. Deux vagues de pluie sur ces dernières semaines ont réduit la crainte de manque d'eau. Les volumes commercialisés sont légèrement en recul mais gardent un niveau satisfaisant.

Bretagne : la région a connu des irrégularités de pluie et orage selon les territoires. Mais globalement peu de dégâts sont à déplorer suite aux épisodes orageux du week-end. La pleine campagne démarre.

Sud-Est (Provence/Camargue) : Le bassin démarre doucement ses premières récoltes. La qualité des offres est satisfaisante.

Perpignan-Roussillon : le bassin a démarré sa pleine saison. Le temp sec nécessite une grande vigilance. La qualité sanitaire des cultures reste correcte. La tubérisation est globalement bonne.

Normandie : les premiers défanages (en plein champ) sont prévus d'ici 10 à 15 jours, conformément au calendrier prévisionnel. Aucun dégât n'a été observé suite aux récents orages.

Sud-Ouest : dans le secteur de Marmande, des épisodes orageux et quelques pluies ont été observés récemment, et quelques dégâts liés à la grêle. Les premières récoltes vont démarrer en fin de semaine, avec un pic prévu dès la 2ème semaine de juillet. La qualité sanitaire est satisfaisante. Dans les Landes/en Gironde, la pleine production est prévue à partir de fin juin/début juillet. Les défanages sont prévus cette semaine et semaine prochaine (conforme au calendrier). Les chaleurs fortes ne favorisent pas une tubérisation élevée. La qualité sanitaire des cultures est satisfaisante.

Alsace : le défanage démarre (sur des petites surfaces à ce stade). Le bassin a connu récemment quelques épisodes pluvieux. La qualité est globalement bonne et la tubérisation est jugée à ce stade moyenne.

Editeur CNIPT

43-45 rue de Naples

75008 Paris

Tél : 01 44 69 42 10

Fax : 01 44 69 42 11

Directrice de publication

Rédactrice en chef :

Florence Rossillion

Conception graphique :

Aymeric Ferry

Dépôt légal : à parution

ISSN n° 0991-3351

